

DOCUMENT PUBLICITAIRE DIFFUSE

← → ↻ ▲ Non sécurisé | jccp-fr.com/fr/formation-0 ☆ 🔒 🌐 ⋮

LES FORMATIONS DE JCC PARTENAIRES

JCC Partenaires, organisme de formation bénéficie d'un numéro d'agrément au titre de la formation continue.
Pour toute information ou si vous souhaitez recevoir le catalogue de formation, veuillez nous contacter.

RAPPEL FORMATION CONTINUE

Principe

La formation continue est obligatoire pour les avocats inscrits au tableau des Ordres (art. 14-2 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée).

Textes de Référence

- Loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 modifiée par la loi n° 2004-130 du 11 février 2001 et notamment les articles 14-2, 17-11 et 21-1)
- Décret n° 91-1197 du 27 novembre 1991 modifié par le décret n° 2004-1386 du 21 décembre 2004.
- La décision à caractère normatif n° 2005-001 portant délibération sur les modalités d'application de la formation continue des avocats, version consignée n° 2005-002 adoptée par l'assemblée générale du Conseil National des Barreaux, le 15 avril 2005.

Durée

20 heures par an ou 40 heures sur 2 ans.
Les avocats inscrits au tableau en cours d'année calculent, sur la période en cours, la durée de leur obligation de formation continue au prorata de la durée d'exercice professionnel.

Validation

Chaque avocat doit déclarer au plus tard, le 31 janvier de chaque année civile écoulée auprès du Conseil de l'Ordre dont il relève les conditions dans lesquelles il a satisfait à son obligation de formation continue en joignant à sa déclaration les justificatifs utiles à la vérification du respect de cette obligation.
La formation effectuée doit être de nature juridique et avoir un lien avec l'activité professionnelle de l'avocat.

Comment remplir cette obligation :

- Par la participation à des actions de formation, à caractère juridique ou professionnel, dispensées par les Ecoles d'Avocats, par des avocats, par l'université ou des établissements universitaires.
- Par l'assistance à des colloques ou des conférences à caractère juridique ayant un lien avec l'activité professionnelle des avocats.
- Par la dispense d'enseignements juridiques (en lien direct avec la profession) dans un cadre universitaire ou professionnel (1 heure dispensée = 4 heures).
- Par la publication de travaux juridiques.

Spécificités :

- Les avocats titulaires d'une ou plusieurs mention(s) de spécialisation ou champs de compétence doivent, à l'issue d'une période de cinq ans d'exercice professionnel, consacrer le quart de la durée de leur formation continue à ce ou ces domaines de spécialisation.
- Au cours des deux premières années d'exercice professionnel, cette formation inclut 10 heures au moins portant sur la déontologie.
- Au cours de cette même période (2 ans), les personnes issues par la voie de l'article 98 du décret du 27 novembre 1991 doivent consacrer la totalité de leur obligation de formation à des enseignements portant sur la déontologie et le statut professionnel.



ACCUEIL FORMATIONS AGENDA

Bienvenue sur le site JEAN-CLAUDE COULON PARTENAIRES

Faites votre choix parmi nos formations ci-dessous.

DÉCOUVREZ NOS FORMATIONS
Inscrivez-vous en ligne

[ACCUEIL](#)[FORMATIONS](#)[AGENDA](#)

Loi de finances 2026 et actualité fiscale 2025 (actualité doctrinale et jurisprudentielle)



Paris : 16 Janvier 2026
Toulouse : 20 Janvier 2026
Bordeaux : 22 Janvier 2026

Formation

 **OBJECTIF GÉNÉRAL**


Le but est une bonne connaissance ds nouvelles dispositions fiscale contenues dans la loi de finances, la documentation administrative ainsi que les évolutions de la jurisprudence


Loi de finances 2026 et actualité fiscale 2025 - actualité doctrinale et jurisprudentielle / paris-09-260001a


Formation

260001A

16 JAN. 2026

 consulter le planning


 7 heures


 75009 PARIS 09

400 € HT
soit : **480 € TTC**
Adhérent : 400 € HT


JE M'INSCRIS

Demande de devis


 GROUPE :
De 1 à 20 personnes

 FICHE PROGRAMME :
Téléchargez le programme détaillé de formation


TÉLÉCHARGER

 **OBJECTIF GÉNÉRAL**


Le but est une bonne connaissance ds nouvelles dispositions fiscale contenues dans la loi de finances, la documentation administrative ainsi que les évolutions de la jurisprudence

 **OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES**


Le but est une bonne connaissance ds nouvelles dispositions fiscale contenues dans la loi de finances, la documentation administrative ainsi que les évolutions de la jurisprudence

 **TYPE PUBLIC**

Le stage s'adresse à des avocats praticiens du droit fiscal

 **PRÉREQUIS**

Le stage s'adresse à des avocats praticiens du droit fiscal

 **CONTENU**

Etudes textes, des arrêts / Commentaires / Débat

1 ° PARTIE : Projet de loi de finances pour 2026 : 3 heures
FISCALITE PERSONNELLE : 1 heure
IR

Loi de finances 2026 et actualité

jcc.migal.fr/formation-loi-de-finances-2026-et-actualite-fiscale-2025-actualite-doctrinale-et-jurisprudentielle/paris-09-260001a

Si aucune session ci-dessous ne correspond à vos attentes ou si vous désirez une formation en INTRA, vous pouvez nous faire part de votre besoin en cliquant sur le bouton ci-dessous.

Demande de devis

Taux de Satisfaction

Il n'y a pas encore de taux de satisfaction sur ce produit.

Taux de Réussite

Il n'existe pas encore de pourcentage de réussite sur ce produit.

- Calcul de l'impôt
- Barème
- Réductions d'impôt
- Aménagements de la réduction d'impôt IR-PME
- Aménagements de la réduction d'impôt pour dons dite « Coluche »
- Aménagements de la réduction d'impôt pour frais de scolarité
- Reconstitution de la contribution différentielle sur les hauts revenus
- Catégories de l'IR
- Pensions de retraite
- Aménagements de l'abattement de 10 %
- Bénéfices agricoles
- Reconstitution de la dotation pour épargne de précaution
- Reconstitution du crédit d'impôt en faveur de l'agriculture biologique,
- Instauration d'un dispositif d'exonération sous condition de emploi des indemnités perçues à l'occasion d'opérations d'abattage, pour raisons sanitaires, d'animaux affectés à la reproduction du cheptel
- Fiscalité patrimoniale
- Instauration de la taxe sur les actifs non affectés à une activité opérationnelle des sociétés holdings patrimoniales
- FISCALITE DES ENTREPRISES : 2 heures
- Fiscalité des résultats
- Reconstitution et aménagements de la contribution exceptionnelle sur les bénéfices des grandes entreprises
- Aménagements des règles « Pilier 2 » relatives à l'imposition minimale mondiale des grandes entreprises multinationales
- Nouveau régime « zoné » dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville
- TVA
- Réforme de la franchise en base de TVA
- Ajustements au dispositif de facturation électronique et transmission électronique de données
- Impôts locaux
- Aménagements de l'intégration dans les bases d'imposition des révisions des valeurs locatives cadastrales et des mécanismes destinés à en atténuer les effets

2^e PARTIE : Actualité jurisprudentielle et doctrinale : 4 heures

Section 1 : Fiscalité des résultats : 1 heure 30

CHAMP D'APPLICATION

- Transfert d'une activité en ZRR
- Organismes à but non lucratif réalisant des opérations lucratives à titre accessoire

DETERMINATION DU RESULTAT IMPOSABLE

Sociétés de personnes

- Calcul de la part dans les résultats
- Provisions constituées par les associés
- Contrôle du taux d'intérêt d'un emprunt contracté par une société

Prestations discontinues à échéances successives : c'est le contrat qui fixe la date de fin d'exécution

- Les difficultés de remise en cause des prix de transfert
- Déduction d'une provision pour charges

CALCUL DE L'IMPOT

- Application du taux d'IS de 15 % : Calcul du seuil de chiffre d'affaires

PLUS-VALUES

- Plus-values sur cession de titres de participation :
- Exonération de la plus-value en cas de départ à la retraite : date du départ en retraite
- Calcul de la plus-value de cession de parts de SCI

Section 2 : REVENUS DISTRIBUES : 30 mn

- Compte courant
- Précisions sur la définition du « maître de l'affaire »
- Cession de titres à prix minoré et imposition des revenus distribués
- Apport de titres à une société à l'IS, application du sursis d'imposition puis réduction du capital de la société.

Section 3 : TVA : 15 mn

- Certification des logiciels de caisse : précisions administratives
- Indemnité pour consommation induite de gaz : imposable
- Mise à disposition par une entreprise de véhicules à ses salariés

Section 4 : TAXE SUR LES SALAIRES : 15 mn

- Calcul du rapport d'assujettissement : part de bénéfices de sociétés civiles revenant à une holding

Section 5 : FISCALITE PERSONNELLE : 1 h

BENEFICIAIRES NON COMMERCIAUX
-Associés des SEL : précisions jurisprudentielles
PLUS-VALUES IMMOBILIÈRES DES PARTICULIERS
-Appréciation « objective » de la qualité de « résidence principale »
-Taxe sur les cessions de terrains devenus constructibles
PLUS-VALUES MOBILIÈRES DES PARTICULIERS
-Conditions de l'application de l'abattement de 500 000 euros (départ à la retraite d'un dirigeant de société)
-Calcul du prix d'acquisition de la nue-propriété de titres démembrés
DROITS D'ENREGISTREMENT
-Droits de vente d'immeubles, la définition du « primo-accédant »
-Clause de préciput
-Engagement de construire et exonération de taxe de publicité foncière
-Répartition des dettes grevant un actif successoral en cas de démembrement de propriété
-Date d'appréciation de la nature des titres vendus
Section 6 : CONTRÔLE FISCAL : 30 mn
-Limitation de la durée de la vérification
-Factures de complaisance
-Erreur comptable délibérée
-Imposition d'office et saisine du supérieur hiérarchique
-Manquement délibéré :
-Le contrôle des remboursements de crédits de TVA
-Vérification d'une société de personnes
-Utilisation, par l'administration, d'informations couvertes par le secret professionnel
-Correction symétrique des bilans, « droit à l'oubli », computation du délai de 7 ans

 PÉDAGOGIE
Un support écrit de 60 pages environ est mis à disposition des stagiaires
 MÉTHODE D'ÉVALUATION
Un court questionnaire est soumis aux stagiaires au début et à l'issue de la formation
 MODALITÉS D'ACCÈS POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP
Accueillir les personnes handicapées en formation sans discrimination ; Garantir l'égalité des droits et des chances des personnes handicapées, pour accéder à la formation et à la qualification, mais aussi pour leur permettre de valider leur parcours. Art. D5211-2 et suivants du Code du Travail. Contact : Aurélie Séroussi 01.45.63.76.07 / a.benshlush@jccp-fr.com
DATE DE MODIFICATION
10 12 2025

Loi de finances 2026 et actualité fiscale 2025

jcc.migal.fr/formation-loi-de-finances-2026-et-actualite-fiscale-2025-actualite-doctrinale-et-jurisprudentielle/paris-09-260001a

TOUTES LES VILLESBORDEAUXPARIS 09TOULOUSE

N° session : 260001A

16 JAN. 2026

consulter le planning

7 heures,

75009 PARIS 09

Formation Avocats / Droit Fiscal

Loi de finances 2026 et actualité fiscale 2025 (actualité doctrinale et jurisprudentielle)

400 € HT
soit : **480 € TTC**
Adhérent : 400 € HT

JE M'INSCRIS

Demande de devis

Fiche programme

N° session : 260002A

20 JAN. 2026

consulter le planning

7 heures,

31300 TOULOUSE

Formation Avocats / Droit Fiscal

Loi de finances 2026 et actualité fiscale 2025 (actualité doctrinale et jurisprudentielle)

400 € HT
soit : **480 € TTC**
Adhérent : 400 € HT

JE M'INSCRIS

Demande de devis

Fiche programme

N° session : 260003A

22 JAN. 2026

consulter le planning

7 heures,

33000 BORDEAUX

Formation Avocats / Droit Fiscal

Loi de finances 2026 et actualité fiscale 2025 (actualité doctrinale et jurisprudentielle)

400 € HT
soit : **480 € TTC**
Adhérent : 400 € HT

JE M'INSCRIS

Demande de devis

Fiche programme

